

Le programme pour l'après-2015 et le rôle de la JICA

Stephan Klingebiel

Chef du département de la coopération bi- et multilatérale pour le développement
Institut allemand du développement

Évoluer vers un programme universel

La JICA et les autres acteurs des politiques de développement sont aujourd'hui confrontés à deux évolutions de fond qui sont étroitement liées. Premièrement, un nouveau programme de développement mondial voit le jour pour remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce programme sera sensiblement différent du précédent car il se veut d'une portée universelle plutôt que de cibler en priorité les pays en développement. En tant que tel, il se concentrera sur les problèmes de développement non seulement des pays comme le Burundi et le Bangladesh, mais aussi de pays comme le Japon, l'Allemagne et le Canada.

Ce faisant, il se penchera sur les défis de la durabilité environnementale et d'autres problèmes tels que l'inégalité (y compris dans les pays à revenu élevé). C'est pourquoi le futur programme de développement mondial ressemblera moins aux politiques traditionnelles de développement.

Deuxièmement, le concept d'aide publique au développement (APD) subit un processus de réorientation. Cela s'explique par plusieurs raisons. En moyenne, les pays en développement deviennent moins dépendants des contributions d'APD. Plus de 50 pays ont été retirés de la liste des bénéficiaires ces 40 dernières années, principalement par un processus d'affranchissement où les pays en développement voient leur PIB par habitant augmenter et accèdent au groupe de revenu supérieur. Les prévisions indiquent que 28 pays supplémentaires pourraient être retirés de cette liste d'ici 2030. Même les pays qui restent sur la liste ont moins souvent recours à l'APD comme source de financement. Les flux d'APD représentent à peine 2 % des fonds internationaux à la disposition des pays en développement.

Des pays à revenu intermédiaire dynamiques tels que la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Turquie et le Brésil fournissent de plus en plus de services de coopération Sud-Sud, notamment en Afrique. De plus, là où il y avait auparavant une frontière distincte entre les pays en développement bénéficiaires de l'APD et les pays industrialisés prospères et bailleurs de fonds, il est désormais bien plus difficile d'établir une limite claire entre les deux. La Corée du Sud, qui était un bénéficiaire important d'APD, a presque inversé les rôles et elle est aujourd'hui un des pays donateurs de l'OCDE.

Au bout du compte, les objectifs poursuivis par l'APD sont aujourd'hui beaucoup moins clairs qu'il y a 15 ou 20 ans. Si la réduction de la pauvreté

reste un défi fondamental, elle occupera une moindre place à long terme étant donné les progrès significatifs accomplis, en particulier dans les pays en développement fortement peuplés. Simultanément, les acteurs de la coopération pour le développement font de plus en plus face à des problèmes de portée mondiale tels que le financement de la lutte contre le changement climatique, la sécurité mondiale et les migrations internationales.

S'adapter aux nouvelles situations

Dans ce contexte, comment la JICA peut-elle mener une politique efficace ?

La JICA peut et doit jouer un rôle clé dans l'établissement des approches de coopération allant au-delà de l'APD et promouvoir un programme de développement mondial complet. Le débat sur l'après-2015 est le point de focalisation de ces efforts. Le futur programme mondial doit fixer des objectifs clairs pour la coopération internationale afin de promouvoir le nouveau programme de développement. Le programme ne doit pas être basé uniquement ou principalement sur l'APD, mais embrasser un champ plus large. De même, le programme mondial ne pourra fonctionner à partir de l'acceptation relativement étroite de la notion de développement des anciennes politiques, mais il devra plutôt éclairer d'autres questions universelles telles que les inégalités et, plus particulièrement, la durabilité environnementale.

Afin de mettre en œuvre un programme de développement mondial si ambitieux, il sera nécessaire d'établir un mécanisme de responsabilité efficace pour les engagements internationaux. Il existe un certain nombre de propositions précises sur la manière dont les États peuvent documenter leurs contributions au

bien public et rendre compte de ces contributions au niveau international. Par exemple, le Japon rendrait non seulement compte de ses actions dans le domaine de l'APD, mais aussi de ses activités dans d'autres domaines tels que l'atténuation du changement climatique, la sécurité et la promotion des mesures de lutte contre les inégalités. La question de savoir si les pays en développement ont été soutenus dans leurs efforts n'occuperait plus nécessairement une place centrale. En se basant sur cette logique, le Japon pourrait rendre compte de tous les efforts consentis pour le bien public, que des pays en développement aient bénéficié ou non directement de ces contributions.



Protéger les travailleurs du textile au Bangladesh



Le Bangladesh est le deuxième fournisseur mondial de produits textiles. Le secteur représente 80 % des exportations nationales et emploie 4 millions de personnes, dont plus des trois quarts sont des femmes. Cependant, les conditions de travail sont généralement très difficiles dans les usines. Le 4 avril 2013, le Rana Plaza - un immeuble de neuf étages abritant plusieurs ateliers de confection dans la banlieue de Dacca - s'est effondré et a tué plus de 1 100 personnes. Depuis cette tragédie, le secteur du textile au Bangladesh s'empresse d'améliorer les mesures de sécurité et les conditions de travail pour protéger les travailleurs.

La JICA a apporté une aide pour faire face à ce problème en combinant des projets existants, visant à améliorer la résistance des bâtiments aux séismes, à des prêts aux petites et moyennes entreprises. La JICA

Des panneaux devant le Rana Plaza, où 1 100 travailleurs du textile ont perdu la vie lors de l'effondrement du bâtiment de neuf étages.

a établi un programme pour accorder des prêts à long terme à de faibles taux d'intérêt à des fabricants de textiles afin d'améliorer la sécurité des usines et de renforcer la résistance des bâtiments aux séismes. La JICA, le ministère du Logement et des travaux publics, la Banque du Bangladesh et deux organismes industriels représentant 5 000 entreprises ont signé un protocole d'accord en octobre 2013 pour marquer le début du programme.

Le programme prévoit le lancement d'un projet pilote dans 250 entreprises de l'industrie textile. Selon l'un des responsables d'une organisation industrielle : « La tragédie du Rana Plaza a marqué un tournant pour nous autres professionnels mais aussi pour nos clients étrangers. Notre priorité est maintenant d'améliorer la sécurité ». La JICA, en coopération avec les organisations bangladaises, continuera de participer à l'amélioration des conditions de travail dans les usines de textiles du pays.



Renforcement de la gestion des déchets dans un contexte instable au Soudan du Sud



Après la déclaration d'indépendance du Soudan du Sud en juillet 2011, Djouba, la capitale du pays peuplée de 300 000 habitants, a vu son environnement fortement dégradé par des décharges sauvages et d'autres procédures inadéquates d'élimination des déchets liées à l'urbanisation rapide. Depuis octobre 2011, la JICA s'efforce d'améliorer l'assainissement en renforçant les capacités de gestion des déchets des organisations publiques locales et du ministère de l'Environnement du Soudan du Sud.

La JICA a lancé des projets pilotes dans six zones de Djouba pour inciter les commerçants et les résidents à déposer leurs déchets dans des lieux et à des heures spécifiques. L'éparpillement des ordures, les mauvaises odeurs, les invasions d'animaux nuisibles et les autres problèmes environnementaux sur les sites

Les déchets sont chargés dans un camion sur un site de collecte à Djouba, au Soudan du Sud.

des décharges ont été résolus en compactant et en enfouissant régulièrement les déchets dans le sol. Ces efforts ont été associés à des mesures visant à autonomiser les installations de gestion des déchets en collectant des taxes via les camions de ramassage.

En décembre 2013, un conflit a éclaté entre plusieurs factions politiques. Ce conflit, auquel se sont ajoutés les pannes chroniques des camions, a mis en péril la poursuite du programme. La JICA n'en reste pas moins résolue à maintenir du personnel sur place afin de soutenir le projet jusqu'à son terme prévu pour octobre 2014.

À cette fin, en avril 2014, l'adjoint au maire de Djouba a participé à une réunion à Kampala, en Ouganda, qui a permis un accord sur un projet pilote de collecte de taxes, un plan d'action pour l'année à venir destiné à trouver des financements, et l'approbation d'un plan de gestion des déchets à moyen et long terme.



Une coopération Sud-Sud pour étendre le système du koban



Au Japon, de petits postes de police, connus sous le nom de *koban*, travaillent depuis plusieurs générations en étroite collaboration avec les résidents locaux pour assurer la sécurité des communautés. Au Timor-Est, le système du *koban* a été introduit pour la première fois en 2003, une année après son indépendance de l'Indonésie. L'idée d'établir un système de *koban* dans le pays a été avancée pour la première fois par des représentants de la police nationale du Timor-Est (PNTE) qui avaient participé à un programme de formation organisé par la JICA au Japon.

La JICA a commencé à soutenir l'action de police de proximité de la PNTE en 2008. Dans le cadre de ces efforts, des agents de la PNTE ont reçu des formations au Japon et des policiers japonais se sont rendus au

Policiers au service de leur communauté dans un tout nouveau *koban* au Timor-Est.

Timor-Est pour partager leurs connaissances et expériences en matière de *koban*.

L'un des aspects notables du projet a été la participation de l'Indonésie qui a introduit le système du *koban* avec l'aide de la JICA en 2002. En novembre 2013, 30 agents de la PNTE ont visité le siège de la police à Bekasi, dans la banlieue de Jakarta, où ils ont reçu des conseils sur la manière de gérer un *koban* et sur le rôle d'une police de proximité. Les participants ont acquis une expérience pratique en se joignant aux patrouilles autour des résidences et des écoles locales.

En dépit des frictions entre les deux pays, l'Indonésie a soutenu les efforts du Timor-Est pour établir un système de *koban*, en allant jusqu'à fournir à la PNTE des copies du manuel de la police nationale sur le travail de police de proximité.

La JICA continuera de renforcer la sécurité publique à travers la coopération Sud-Sud et triangulaire.